



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RAPPORT DE FIN D'EXERCICE POUR 2019-2020

NON AUDITÉ

PRÉSENTÉ AU BUREAU DE RÉGIE INTERNE
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2020

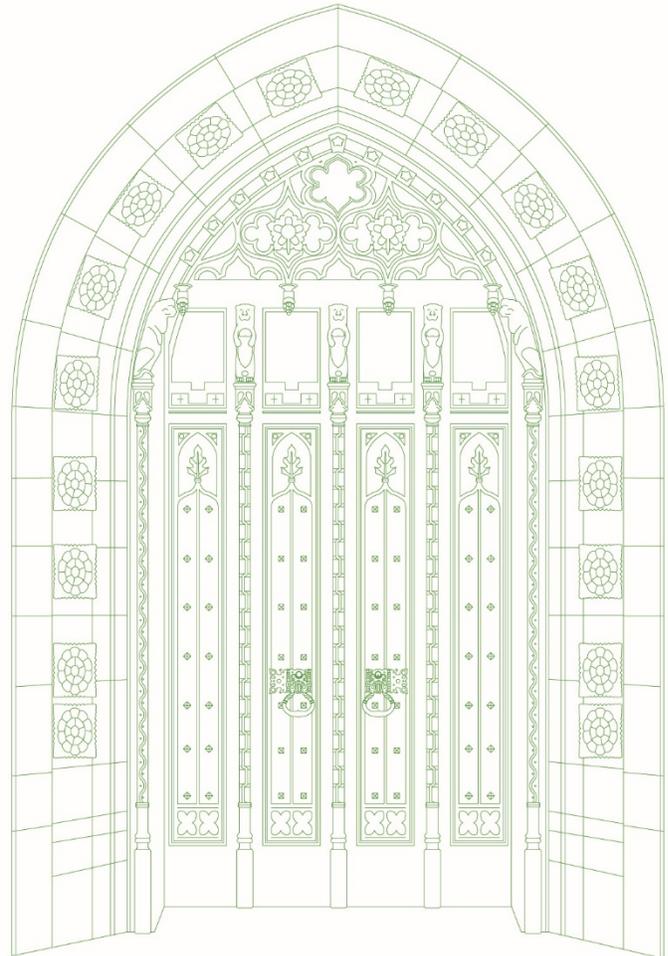


Table des matières

Table des matières	1
1. Introduction	2
2. Présentation	2
3. Risques corporatifs	2
4. Faits saillants des résultats financiers de fin d'exercice au 31 mars	3
4.1 Analyse des autorisations	4
4.2 Analyse des dépenses	5
4.3 Utilisation du budget au 31 mars	8
4.4 Situation financière en fin d'exercice	9

1. Introduction

Le présent rapport financier de fin d'exercice est présenté au Bureau de régie interne à l'appui d'une surveillance efficace des fonds publics. Il compare les renseignements financiers de l'exercice en cours (2019-2020) aux renseignements financiers de l'exercice précédent (2018-2019).

Le présent rapport n'a pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen externe.

2. Présentation

Le présent rapport a été préparé en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses, conformément à la pratique utilisée dans les *Comptes publics du Canada*. Les autorisations comprennent le Budget principal des dépenses de la Chambre des communes et d'autres postes pour le même exercice, lesquels ont été approuvés par le Bureau de régie interne.

En ce qui concerne les autorisations, les organisations sont tenues de réaffecter le budget à la fin de l'exercice de sorte qu'aucun dépassement de dépenses pour une responsabilité essentielle (c.-à-d. les députés et les agents supérieurs de la Chambre, et l'Administration de la Chambre) ne soit présenté dans les *Comptes publics du Canada*. Le total global des autorisations approuvées disponibles demeure inchangé. Ces rajustements budgétaires de fin d'exercice ne sont pas reflétés dans le présent rapport.

3. Risques corporatifs

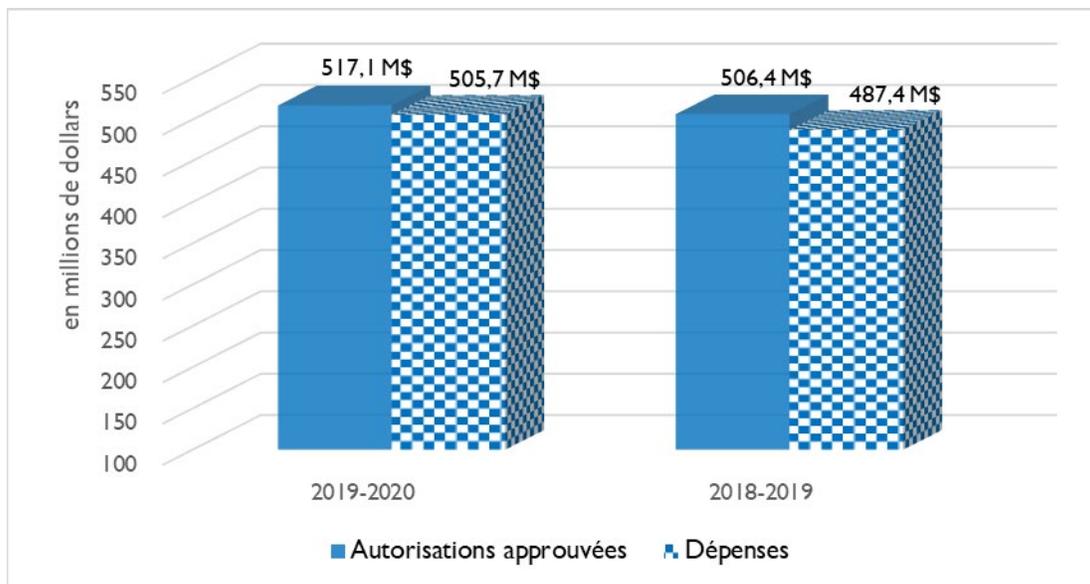
La capacité de l'Administration de la Chambre de réagir rapidement aux diverses pressions exercées sur ses clients, ses employés, son environnement ainsi que ses systèmes et technologies lui permet de donner suite aux initiatives en vertu de La vision et le plan à long terme (VPLT). L'Administration de la Chambre assure donc la disponibilité opérationnelle au moyen de stratégies définies et d'affectations de ressources connexes en vue de garantir une résilience opérationnelle, ainsi que le fonctionnement efficace et ininterrompu de la Chambre des communes. De telles stratégies et affectations permettent des communications plus efficaces et efficientes avec les députés et leurs employés, ainsi qu'avec les employés de l'Administration de la Chambre.

Étant donné que la Chambre des communes est l'un des meilleurs employeurs au Canada, l'Administration de la Chambre cherche à renforcer l'importance de recruter du personnel qualifié et engagé, et assurer son maintien en poste, dans un marché du travail hautement concurrentiel, et ce, en concentrant ses efforts sur l'engagement des employés, la planification de la relève et la gestion du rendement.

4. Faits saillants des résultats financiers de fin d'exercice au 31 mars

Le graphique suivant présente une comparaison entre les autorisations approuvées par le Bureau de régie interne pouvant être utilisées et les dépenses réelles au 31 mars des exercices 2019-2020 et 2018-2019.

Graphique 1. Comparaison entre les autorisations approuvées et les dépenses réelles



Les autorisations totales et les dépenses ont légèrement augmenté par rapport à 2018-2019. La Chambre des communes vise continuellement à réduire au minimum, dans la mesure du possible, les demandes de financement supplémentaire, ce qui favorise une utilisation efficace des ressources et évite d'avoir à faire approuver des ressources supplémentaires. Au cours d'une année d'élection générale, les dépenses des députés, des agents supérieurs de la Chambre et de l'Administration de la Chambre ne suivent pas les tendances habituelles. Dans le cas de l'élection générale de 2019, les coûts supplémentaires associés à la transition vers une nouvelle législature ont été compensés par des économies découlant du ralentissement des opérations qui a commencé pendant la dissolution. Les pressions financières ont donc pu être gérées au moyen des ressources existantes sans avoir à demander des autorisations supplémentaires. De plus, les augmentations liées au coût de la vie, qui incluent les paiements rétroactifs pour certains employés de l'Administration de la Chambre, ont été financées à l'interne.

4.1 Analyse des autorisations

Tableau 1. Comparaison des autorisations approuvées pour l'exercice se terminant le 31 mars des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	110 255	104 371	5 885	5,6
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	39 654	39 106	549	1,4
Postes législatifs	Somme partielle	149 910	143 477	6 433	4,5
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	172 808	168 515	4 293	2,5
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	7 715	9 160	(1 445)	(15,8)
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	186 639	185 236	1 403	0,8
Postes non législatifs	Somme partielle	367 163	362 911	4 251	1,2
Total		517 073	506 388	10 685	2,1

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Pour 2019-2020, les autorisations totales approuvées de la Chambre des communes de 517,1 M\$ comprennent les postes suivants :

- un montant de 503,4 M\$ obtenu par l'intermédiaire du Budget principal des dépenses;
- un montant de 17,4 M\$ obtenu par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses;
- une diminution de 3,6 M\$ pour tenir compte des autorisations législatives réelles à la fin de l'exercice.

Tel que le démontre le tableau ci-dessus, les autorisations totales approuvées de la Chambre des communes pouvant être utilisées au cours de l'exercice 2019-2020 ont augmenté de 10,7 M\$ (2,1 %) par rapport à l'exercice 2018-2019. Les plus importants changements aux autorisations ont trait aux éléments suivants :

- un rajustement de 3,6 M\$ aux autorisations législatives pour les indemnités de session et les frais de déplacement et de télécommunications des députés, ainsi que les régimes d'avantages sociaux des employés;
- un montant de 3,4 M\$ pour les augmentations liées au coût de la vie pour les députés et les agents supérieurs de la Chambre;
- un montant de 1,5 M\$ pour les augmentations économiques pour l'Administration de la Chambre;
- un montant de 1,4 M\$ pour l'augmentation du report de fonds;
- un montant de 0,6 M\$ pour les investissements importants.

4.2 Analyse des dépenses

Tableau 2. Comparaison des dépenses cumulatives pour l'exercice se terminant le 31 mars des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	110 255	104 371	5 885	5,6
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	39 654	39 106	549	1,4
Postes législatifs	Somme partielle	149 910	143 477	6 433	4,5
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	161 570	156 999	4 570	2,9
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	3 476	7 040	(3 564)	(50,6)
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	190 793	179 897	10 896	6,1
Postes non législatifs	Somme partielle	355 839	343 936	11 903	3,5
Total		505 749	487 413	18 336	3,8

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Tableau 3. Comparaison des dépenses cumulatives par article courant pour l'exercice se terminant le 31 mars des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Dépenses	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Salaires et avantages sociaux	403 371	386 081	17 290	4,5
Transport et télécommunications	36 506	42 328	(5 822)	(13,8)
Services de publicité et d'impression	10 007	10 935	(928)	(8,5)
Services professionnels et spéciaux	25 334	27 967	(2 633)	(9,4)
Locations et licences	19 751	19 422	329	1,7
Réparations et entretien	6 173	5 841	332	5,7
Services publics, fournitures et approvisionnements	9 660	11 142	(1 482)	(13,3)
Matériel informatique, matériel de bureau, mobilier et agencements	19 458	14 415	5 043	35
Paiements de transfert	1 111	1 041	70	6,8
Autres	1 129	864	265	30,7
Total des dépenses brutes	532 500	520 036	12 464	2,4
Moins les revenus affectés aux dépenses	(26 751)	(32 623)	5 872	(18)
Total des dépenses nettes	505 749	487 413	18 336	3,8

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Les dépenses budgétaires pour 2019-2020 ont augmenté de 18,3 M\$ (3,8 %) par rapport à l'exercice précédent. Les plus importants changements aux dépenses par article courant sont expliqués ci-dessous.

Salaires et avantages sociaux

L'augmentation des dépenses en personnel de 17,3 M\$ en 2019-2020 est principalement attribuable à ce qui suit :

- l'embauche d'employés supplémentaires à l'appui des initiatives de la VPLT et des investissements importants, tels que l'informatique gérée au nom des circonscriptions, les services consultatifs offerts aux députés en tant qu'employeurs, ainsi que le soutien en personne offert aux députés et à leurs employés grâce aux centres de services multidisciplinaires sur place;
- les augmentations liées au coût de la vie, y compris les augmentations de l'indemnité de session et des rémunérations supplémentaires des députés, conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, ainsi que les augmentations économiques pour certains employés de l'Administration de la Chambre, qui comprennent les paiements rétroactifs pour une année;
- les dépenses électorales, comme les indemnités de départ pour les anciens députés et leurs employés, et les salaires d'employés supplémentaires de l'Administration de la Chambre embauchés à l'appui des activités liées à l'élection, y compris le Programme d'orientation des députés.

Cette augmentation est compensée par :

- une diminution des salaires des employés des députés en raison de l'élection générale.

Transport et télécommunications

La diminution de 5,8 M\$ est principalement attribuable à une diminution des frais de déplacement en raison de l'élection générale et du fait qu'aucune conférence n'a été tenue durant l'exercice 2019-2020.

Services professionnels et spéciaux

La diminution de 2,6 M\$ est principalement attribuable à une réduction des activités en raison de l'élection générale, à une réduction des activités liées à la VPLT, ainsi qu'au fait qu'aucune conférence n'a été tenue en 2019-2020. Cette diminution est partiellement compensée par une augmentation des coûts à l'appui de diverses initiatives, telles que la vidéoconférence et la webdiffusion pour les comités ainsi que l'informatique gérée au nom des circonscriptions.

Services publics, fournitures et approvisionnements

La diminution de 1,5 M\$ est principalement attribuable à une réduction de la demande des services de traiteur et de la fréquentation des cafétérias et des restaurants pendant la dissolution, ainsi qu'à une réduction de la demande en matière de fournitures requises.

Matériel informatique, matériel de bureau, mobilier et agencements

L'augmentation de 5 M\$ est principalement attribuable aux coûts liés à l'élection pour appuyer les députés nouvellement élus, ainsi qu'aux investissements dans les activités liées à l'informatique gérée pour les circonscriptions et dans la vidéoconférence et la webdiffusion pour les comités. L'augmentation est également attribuable à la VPLT et aux investissements dans l'infrastructure des TI.

Recettes

La diminution de 5,9 M\$ est principalement attribuable à une diminution des services fournis aux ministères fédéraux et à d'autres institutions parlementaires cette année, comme Services publics et Approvisionnement Canada dans le cadre de la VPLT, ainsi qu'à une diminution des revenus provenant des services de traiteur, de la cafétéria et de la restauration en raison d'une réduction des activités pendant la dissolution.

4.3 Utilisation du budget au 31 mars

Tableau 4. Utilisation du budget pour l'exercice se terminant le 31 mars des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	Autorisations de 2019-2020	Dépenses de 2019-2020	% des dépenses en 2019-2020	Autorisations de 2018-2019	Dépenses de 2018-2019	% des dépenses en 2018-2019
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	110 255	110 255	100	104 371	104 371	100
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	39 654	39 654	100	39 106	39 106	100
Postes législatifs	Somme partielle	149 910	149 910	100	143 477	143 477	100
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	172 808	161 570	93,5	168 515	156 999	93,2
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	7 715	3 476	45,1	9 160	7 040	76,9
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	186 639	190 793	102,2	185 236	179 897	97,1
Postes non législatifs	Somme partielle	367 163	355 839	96,9	362 911	343 936	94,8
Total		517 073	505 749	97,8	506 388	487 413	96,3

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

L'utilisation des autorisations au cours de 2019-2020 a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent, affichant une augmentation de 1,5 %.

4.4 Situation financière en fin d'exercice

Tableau 5. Situation financière en fin d'exercice pour 2019-2020

(en milliers de dollars)

Type	Description	Budget de 2019-2020	Dépenses nettes de 2019-2020	Excédent / (déficit) de 2019-2020
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	110 255	110 255	-
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	39 654	39 654	-
Postes législatifs	Somme partielle	149 910	149 910	
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	172 808	161 570	11 239
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	7 715	3 476	4 239
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	186 639	190 793	(4 154)
Postes non législatifs	Somme partielle	367 163	355 839	11 324
Total		517 073	505 749	11 324

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Au 31 mars 2020, les dépenses législatives et les dépenses liées aux crédits votés totalisaient 505,7 M\$, ce qui laissait un excédent de 11,3 M\$. Ce montant correspond aux fonds inutilisés qui seront présentés dans les *Comptes publics du Canada*.